

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 29 mars 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MEN ARVOR CARRIÈRES

Le Pont - BP 9
44290 Guémené-Penfao

Références : UD25/2024-183
Code AIOT : 0005502946

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2024 dans l'établissement MEN ARVOR CARRIÈRES implanté au lieu-dit Le vieux bourg à Saint-Just (35550). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MEN ARVOR CARRIERES
- Lieu-dit Le vieux bourg à Saint-Just (35550)
- Code AIOT : 0005502946
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MEN ARVOR CARRIÈRES bénéficie d'un nouvel arrêté préfectoral daté du 20 septembre 2023, pour l'exploitation d'une carrière de schistes pourprés, à hauteur de 9 000 t par an et pour une durée de trente ans.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Relevé topographique	Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 1.7.8 (extrait)	Demande d'action corrective	3 mois
7	Autosurveillance des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, articles 3.2.1 et 3.2.2 (extrait)	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 6.2.3 (extrait)	Demande d'action corrective	3 mois
10	Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 7.2.6 (extrait)	Demande d'action corrective	8 mois
11	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 7.4.2	Demande d'action corrective	3 mois
12	Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 7.4.3 (extrait)	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Extraction autorisée	Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 1.2.3
2	Aménagements préliminaires - Information des tiers	Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 2.1.3.1
3	Aménagements préliminaires - Bornage	Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 2.1.3.2
4	Aménagements préliminaires - déclaration de mise en service	Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 2.1.3.3
5	Extraction	Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 2.1.5 (extrait)
8	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 5.1.2 (extrait)

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site bénéficie d'un nouvel arrêté préfectoral (20 septembre 2023), mais la remise en exploitation n'a été actée qu'à la fin du mois de février 2024. Ainsi, les suivis environnementaux (bruit, poussières) doivent être réalisés au cours de l'année 2024, lorsque l'extraction aura repris et que l'activité sera représentative du fonctionnement normal des installations.

Pour la prévention des risques accidentels, les contrôles des installations électriques et des extincteurs doivent être poursuivis et approfondis. Une bache incendie doit par ailleurs être prochainement installée à proximité du site, conjointement avec la société STONE qui est riveraine et la mairie de Saint-Just.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Extraction autorisée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 1.2.3
Thème(s) : Situation administrative, Quantités extraites
Prescription contrôlée : Le matériau extrait de la carrière est du schiste pourpré. La production maximale de matériaux extraits de la carrière est de 9 000 tonnes/an.
Constats : Le démarrage de l'activité a été notifié au préfet fin février 2024 : cependant l'extraction en elle-même n'a pas redémarré depuis la délivrance de l'arrêté préfectoral, seule la commercialisation de matériaux déjà extraits a été relancée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Aménagements préliminaires - Information des tiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 2.1.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Information des tiers
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Des panneaux ont été implantés aux deux entrées du site, comprenant l'ensemble des informations requises par le présent article.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Aménagements préliminaires - Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 2.1.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bornage
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none">• des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;• le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Certaines bornes situées en partie nord du site, le long de la route d'accès, ont pu être identifiées lors de la visite. En partie sud, dans les parties boisées, elles sont aujourd'hui peu accessibles et n'ont pas été vues. L'exploitant a cependant pu montrer à l'inspection le jour de la visite un procès verbal de bornage daté de 2004 et identifiant l'ensemble des bornes installées en périphérie de l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Aménagements préliminaires - déclaration de mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 2.1.3.3
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration de mise en service
Prescription contrôlée : L'exploitant notifie au préfet et au maire des communes concernées le début d'extraction des fosses. Il adresse, dans le même temps ou au préalable, au préfet le document établissant la constitution des garanties financières.
Constats : L'exploitant a notifié au préfet et à la mairie de Saint-Just le démarrage des installations le 20 février 2024. A cette notification était joint l'acte de cautionnement attestant de la constitution des garanties financières à hauteur de 85 813 €, tel que prévu par l'arrêté préfectoral (art. 1.6.2), pour une durée allant jusqu'en septembre 2028.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 2.1.5 (extrait)
Thème(s) : Risques chroniques, Cote minimale
Prescription contrôlée : L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et aux plans de remise en état du site annexés au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation. Le carreau de la carrière a pour cote minimale – 39 m NGF. L'exploitation s'effectue par gradins. La hauteur verticale de chaque gradin n'excède pas 15 mètres. [...]
Constats : Sur le plan transmis, daté de 2018, le carreau a atteint la cote de 39,21 m NGF sur la partie Est du site, dans le respect de la cote minimale prescrite. La hauteur des gradins n'excède pas les 15 m autorisés selon les constats dressés lors de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Relevé topographique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 1.7.8 (extrait)
Thème(s) : Risques chroniques, Plan topographique
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un plan topographique.
Constats : Le plan consulté le jour de la visite date de 2018. Il doit être actualisé pour s'assurer du respect du phasage prévu dans le nouvel arrêté préfectoral daté de 2023. Un devis a été transmis à l'inspection pour la réalisation d'un relevé par drone permettant une mise à jour du plan actuel.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > Un plan topographique actualisé doit être réalisé et tenu à la disposition de l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Autosurveillance des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 3.2.1 et 3.2.2 (extrait)
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des retombées de poussières
Prescription contrôlée : Art. 3.2.1 L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières dans l'environnement. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.[...] Art. 3.2.1 Un réseau de mesures des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place suivant l'emplacement des stations de mesures défini dans le plan de surveillance prescrit à l'article 3.2.1. Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. [...]
Constats : Aucune extraction n'ayant eu lieu, les mesures n'ont pas été réalisées depuis la délivrance de l'autorisation. Selon les éléments fournis par l'exploitant, une nouvelle campagne d'extraction doit cependant être réalisée avant le mois de juin. Un devis a été réalisé (daté du 11/02/2024) pour la réalisation d'un plan de surveillance.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'inspection demande à ce qu'un plan de surveillance soit établi et qu'un suivi des retombées de poussières soit enclenché lors de la prochaine campagne d'extraction comme prévu par l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 5.1.2 (extrait)
Thème(s) : Risques chroniques, PGDE
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;• la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;• en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;• la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;• le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;• les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;• en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;• une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus au stockage des déchets d'extraction.
Constats : Le plan de gestion transmis date de mars 2024 : il comprend l'ensemble des items requis par le présent article.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 6.2.3 (extrait)
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques des niveaux sonores
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dès l'ouverture du site et en particulier lors du fonctionnement du concasseur et puis, la fréquence des mesures est annuelle ; [...] Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée. Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.
Constats : Les mesures n'ont pas été effectuées compte-tenu de l'absence d'extraction depuis le 20 février dernier, date à laquelle l'exploitant a notifié la reprise d'activité. Par ailleurs, il n'est pas réalisé de criblage ou de concassage au sein de l'établissement susceptible de générer une gêne acoustique pour les riverains. Un devis a été établi (daté du 11/02/2024) pour la réalisation d'une campagne de surveillance acoustique. Aucune plainte n'a d'autre part été portée à la connaissance de l'inspection concernant ce site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'inspection demande à ce qu'une campagne de mesures de la situation acoustique soit réalisée lors de la prochaine campagne d'extraction prévue.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 7.2.6 (extrait)
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : La vérification des installations électriques a été effectuée le 28/11/2023 (respect de la périodicité annuelle). Le rapport établi ne mentionne aucune observation mais précise que les installations situées en hauteur n'ont pu être contrôlées faute de matériel d'accès.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'inspection demande à ce que l'ensemble des installations électriques, y compris celles situées en hauteur, puisse faire l'objet du prochain contrôle (mise à disposition de moyens d'accès adaptés).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 8 mois

N° 11 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 7.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs
Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus en bon état, repérés, facilement accessibles et vérifiés au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Le dernier contrôle a été réalisé en avril 2023. Le vérificateur a complété le registre de sécurité en conséquence. L'inspection note cependant que les marquages effectués sur les appareils eux-mêmes sont illisibles et ne permettent pas de s'assurer que chacun a bien été contrôlé. Par ailleurs, la facture établie ne permet pas de s'assurer du nombre d'appareils contrôlés et de leur localisation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'inspection demande à l'exploitant de disposer, suite au prochain contrôle qui sera effectué sur les équipements de protection contre l'incendie (avril 2024 – périodicité annuelle), d'un bon d'intervention ou de tout autre justificatif établi par son prestataire, permettant de connaître le contenu exact des contrôles effectués.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 7.4.3 (extrait)
Thème(s) : Risques accidentels, Réserve d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une réserve d'eau de 120 m³, utilisable en permanence, placée à moins de 100 m des bâtiments à défendre, en utilisant les voies praticables. Ce point d'eau est réalisé conformément aux fiches techniques du service départemental d'incendie et de secours d'Ille-et-Vilaine et fait l'objet d'une réception par ce service ; • Cette réserve est mise en place dans un délai maximum de 6 mois après l'obtention du présent arrêté ; • Cette citerne fait l'objet d'une convention d'entretien, d'utilisation et d'accès entre les deux sociétés CARRIÈRES MEN ARVOR et CARRIÈRES YVOIR. Celle-ci doit être accessible et disponible à tout moment ;
<p>Constats :</p> <p>L'échéance pour l'installation de la réserve arrive à son terme à la fin du mois de mars 2024. Un accord a été trouvé avec la mairie de Saint-Just pour financer la mise en place de la réserve en question, qui sera commune avec le site voisin (la carrière YVOIR).</p> <p>Une délibération du conseil municipal de la commune datée du 25 janvier 2024 mentionne l'intention de la mairie d'implanter cette réserve (qui pourra également être utilisée par d'autres utilisateurs en cas de besoin).</p> <p>Le SDIS est venu confirmer sur site la localisation envisagée pour cette installation (à l'entrée du site).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>> L'inspection demande à la société MEN ARVOR de lui indiquer la date de mise à disposition effective de la réserve en question, qui ne devra pas excéder le 30 avril 2024.</p> <p>Une réception de l'installation par les SDIS sera également sollicitée par l'exploitant une fois celle-ci mise en place.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois